

Économie française : quand elle est meilleure qu'on ne le croit.

1 Trois exemples de désinformation économique

2 Quand l'étranger plébiscite la France et son attractivité

3 Les points à améliorer

1 Trois exemples de désinformation économique

A en croire les actualités, certains hommes politiques et une grande partie de la population, la cause est entendue : la France et son économie sont nulles et les mauvaises nouvelles s'accumulent.

Le déclin serait irréversible et la traduction de ce déclin serait l'explosion de la pauvreté, les fins de mois de plus en plus difficiles, les inégalités qui se creusent, les services publics à la dérive et l'ultra libéralisme triomphant.

Pour preuves, les « déclinistes » avancent trois exemples (entre autres) :

- la France serait ravagée par l'inflation**
- sa productivité serait en train de s'effondrer**
- sa compétitivité extérieure serait ruinée, signe de sa désindustrialisation.**

On ajoutait souvent, mais cela devient tout de même difficile, que le résultat était un chômage de masse.

Or, sur chacun des points précédents, les informations données et commentées sont souvent tronquées et ne sont pas remises dans un contexte temporel ou géographique.

*** La France ravagée par l'inflation ?**

Dans les années 1970-1980 cette assertion était partiellement exacte : la France était bien un pays traditionnellement inflationniste que l'on opposait à la « vertueuse » Allemagne.

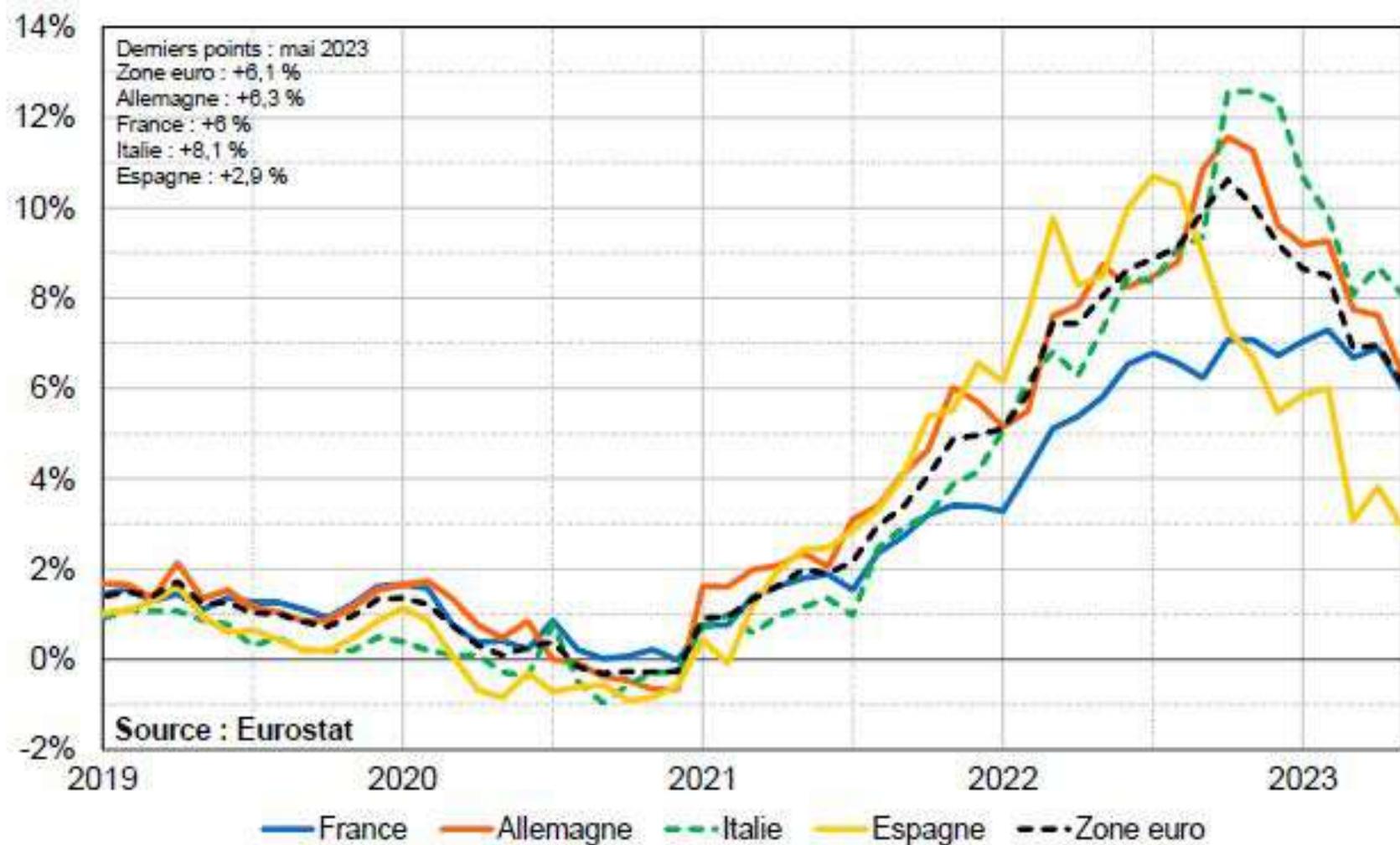
En ce qui concerne la période actuelle d'inflation, et quoi qu'en pensent les consommateurs souvent abusés par l'ambiance générale (et le sens orienté des questions) deux évidences s'imposent :

- avec 5% d'inflation annuelle la France est le pays d'Europe le moins touché par l'inflation (y compris l'inflation alimentaire)

- sur toute la période depuis 2021 la France est restée (et d'assez loin) le pays le moins inflationniste.

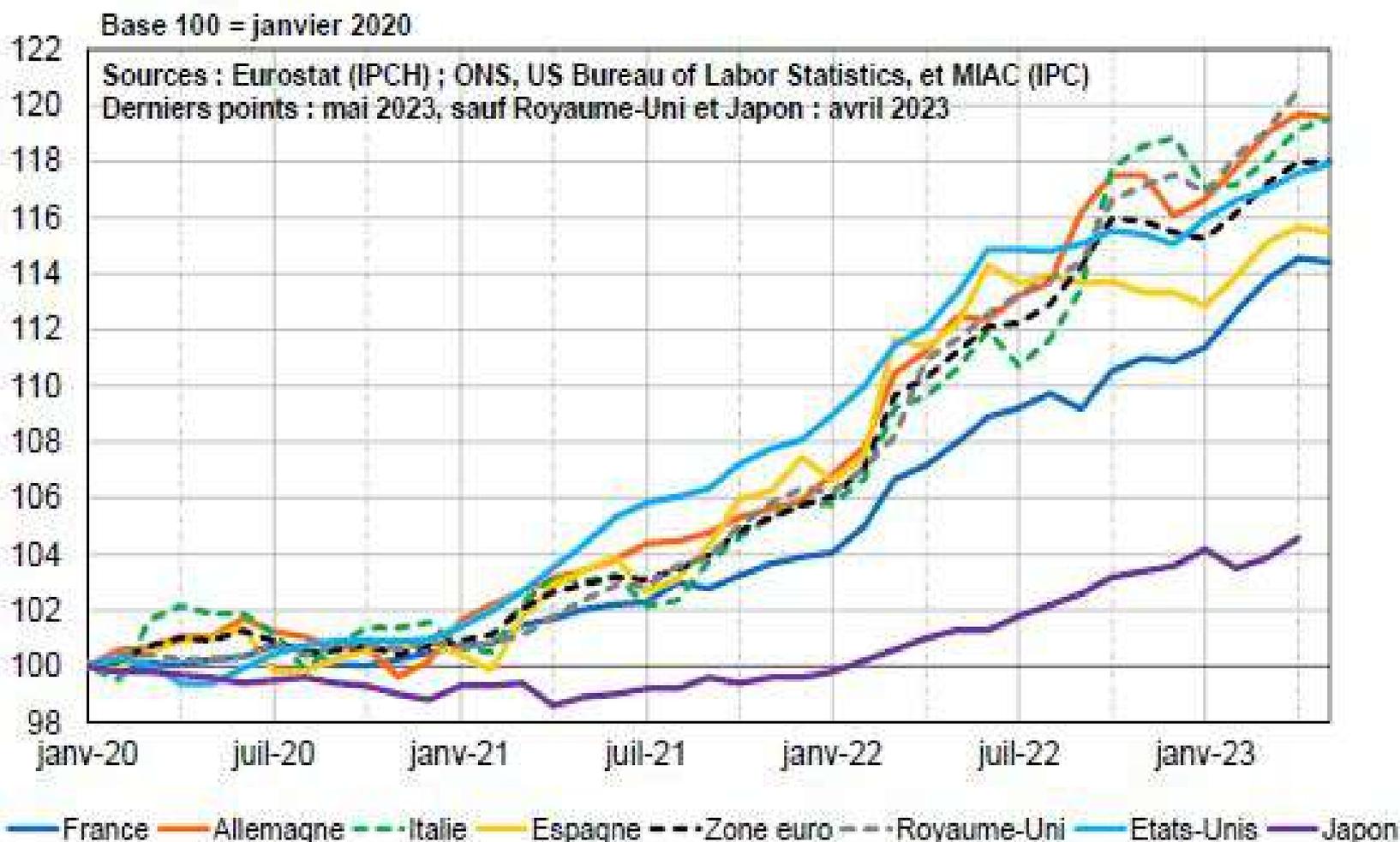
L'inflation n'est donc absolument pas le signe d'une désorganisation et d'une spécificité française.

**Graphique 12 – Inflation totale en zone euro par pays,
en glissements annuels de l'IPCH en %**



Source : Eurostat

Graphique 13 – Inflation cumulée : niveau des prix dans les économies avancées



*** La productivité s'effondre ?**

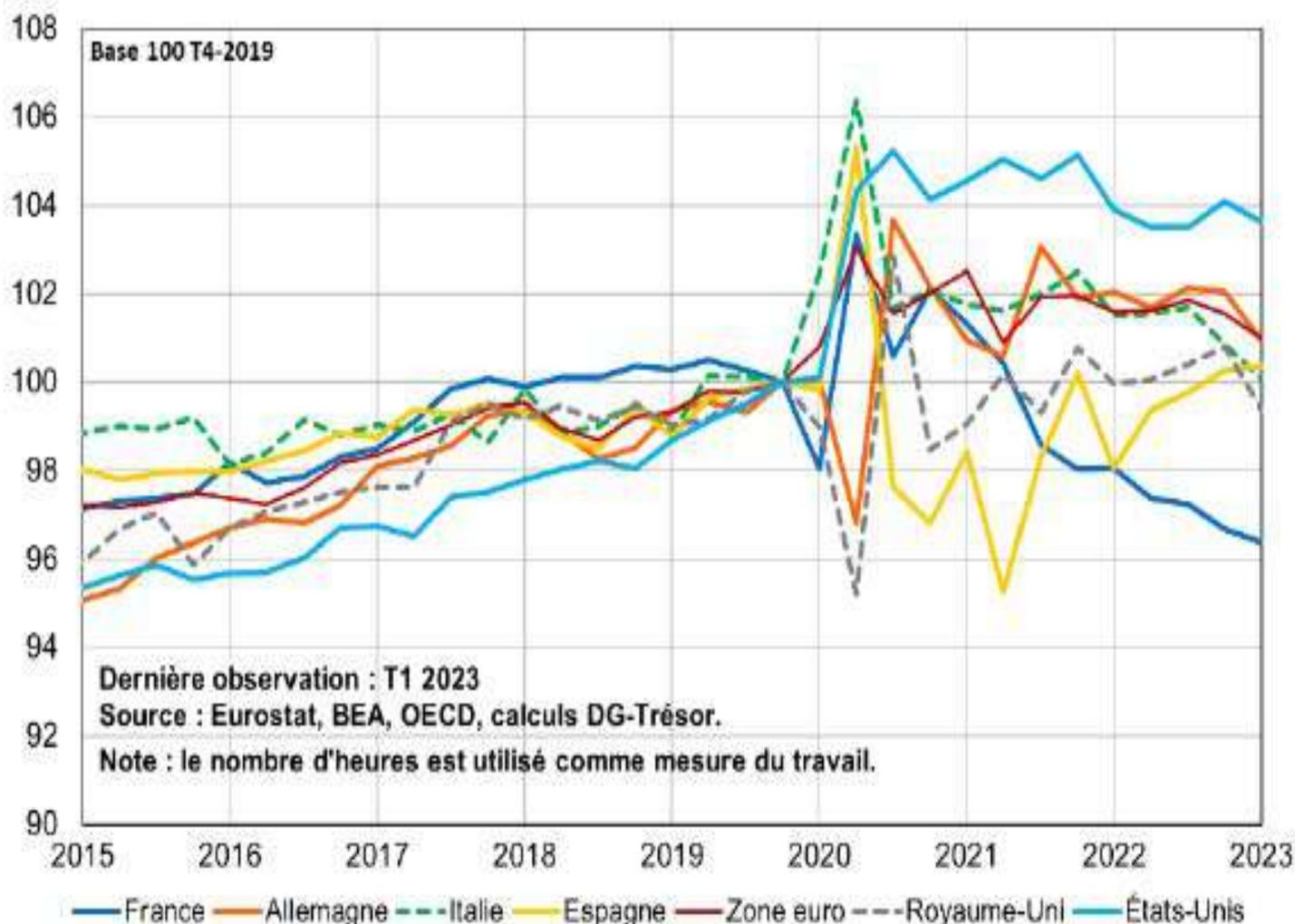
C'est le grand thème du mois d'Octobre, repris par toutes les « informations » : la productivité du travail en France serait en train de s'effondrer alors qu'elle est à la base de la compétitivité et de la croissance.

Dernières nouvelles : la productivité par tête serait en diminution de 3,6% en trois ans.

Mais là également quelques oublis :

- ce phénomène touche la plupart des pays occidentaux**
- dans le cas de la France tout dépend du critère de productivité que l'on veut bien retenir**
- les explications principales : le développement de l'apprentissage de plus en plus précoce (source de productivité future), le maintien en activité de plus en plus tardif (pour financer les systèmes de retraite), le développement des emplois d'aides à la personne (où la notion de productivité à nettement moins d'importance)**

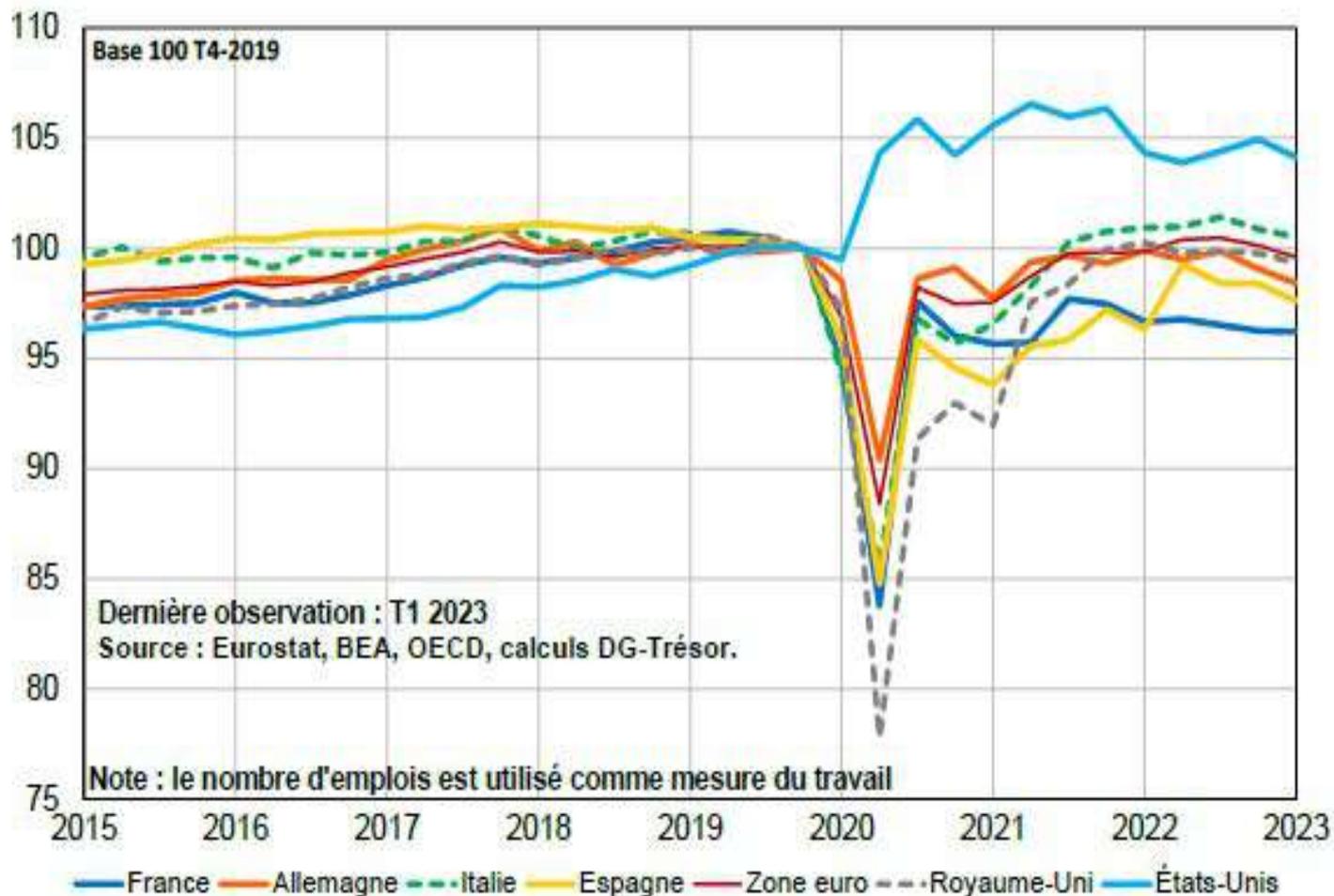
Graphique 21 – Productivité apparente du travail, par heure travaillée



Note : le graphique présente la productivité apparente du travail par heure, avec le quatrième trimestre 2019 comme base.

Source : Eurostat, BEA, OCDE, Calculs DG Trésor

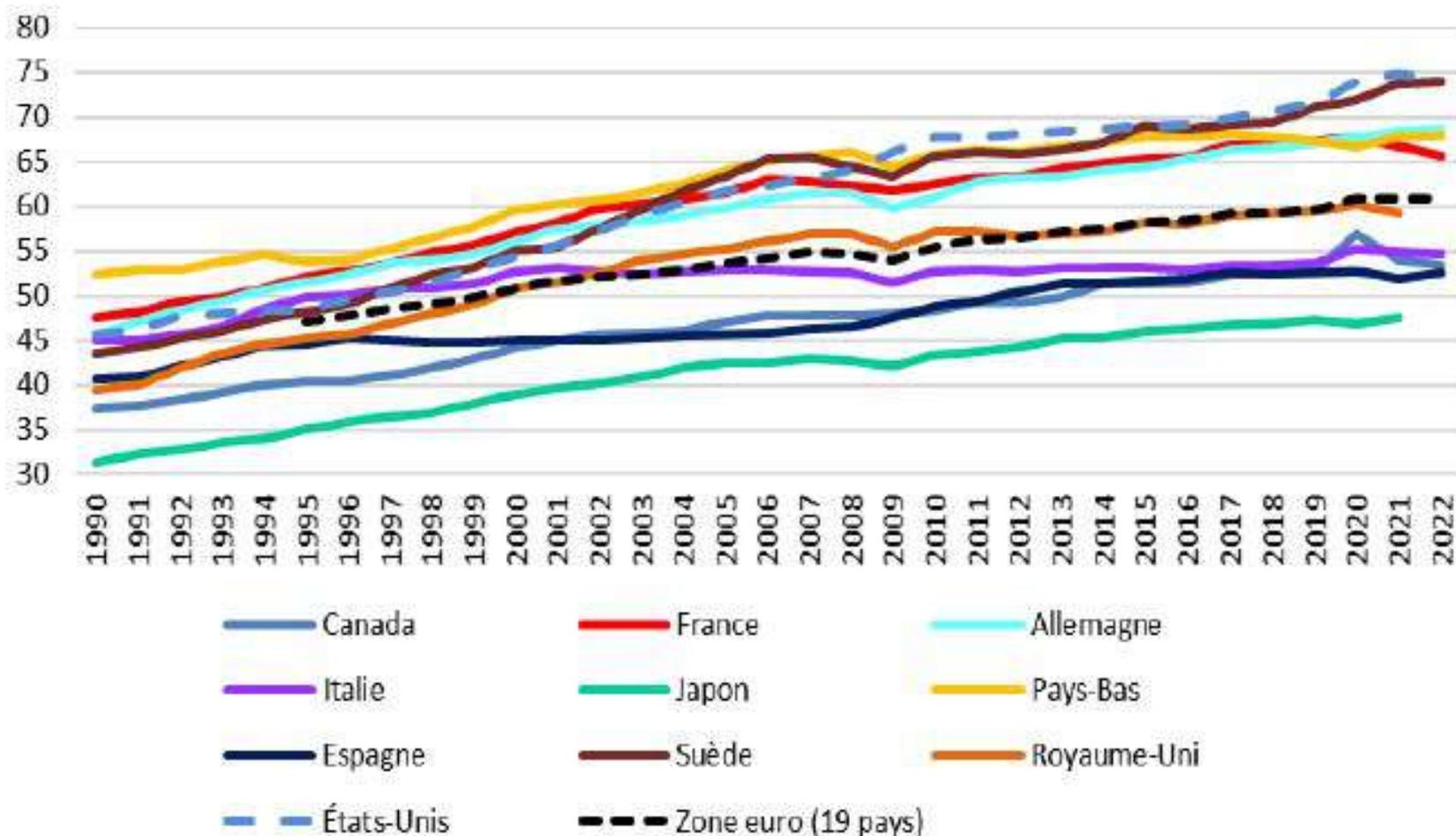
Graphique 20 – Productivité apparente du travail par tête



Note : le graphique présente la productivité apparente du travail par emploi, avec le quatrième trimestre 2019 comme base.

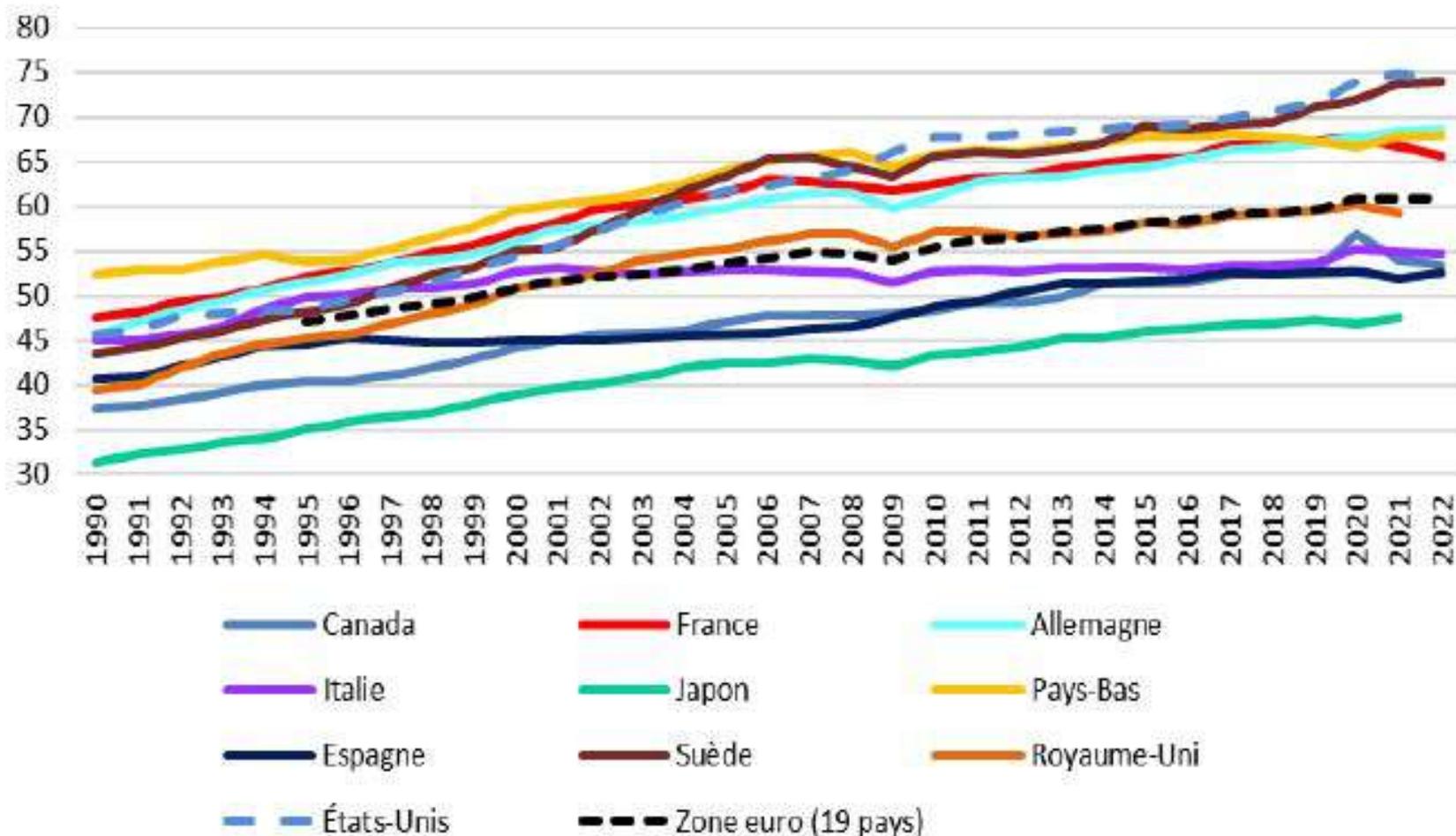
Source : Eurostat, BEA, OCDE, Calculs DG Trésor

1. Valeur ajoutée moyenne par heure travaillée, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA



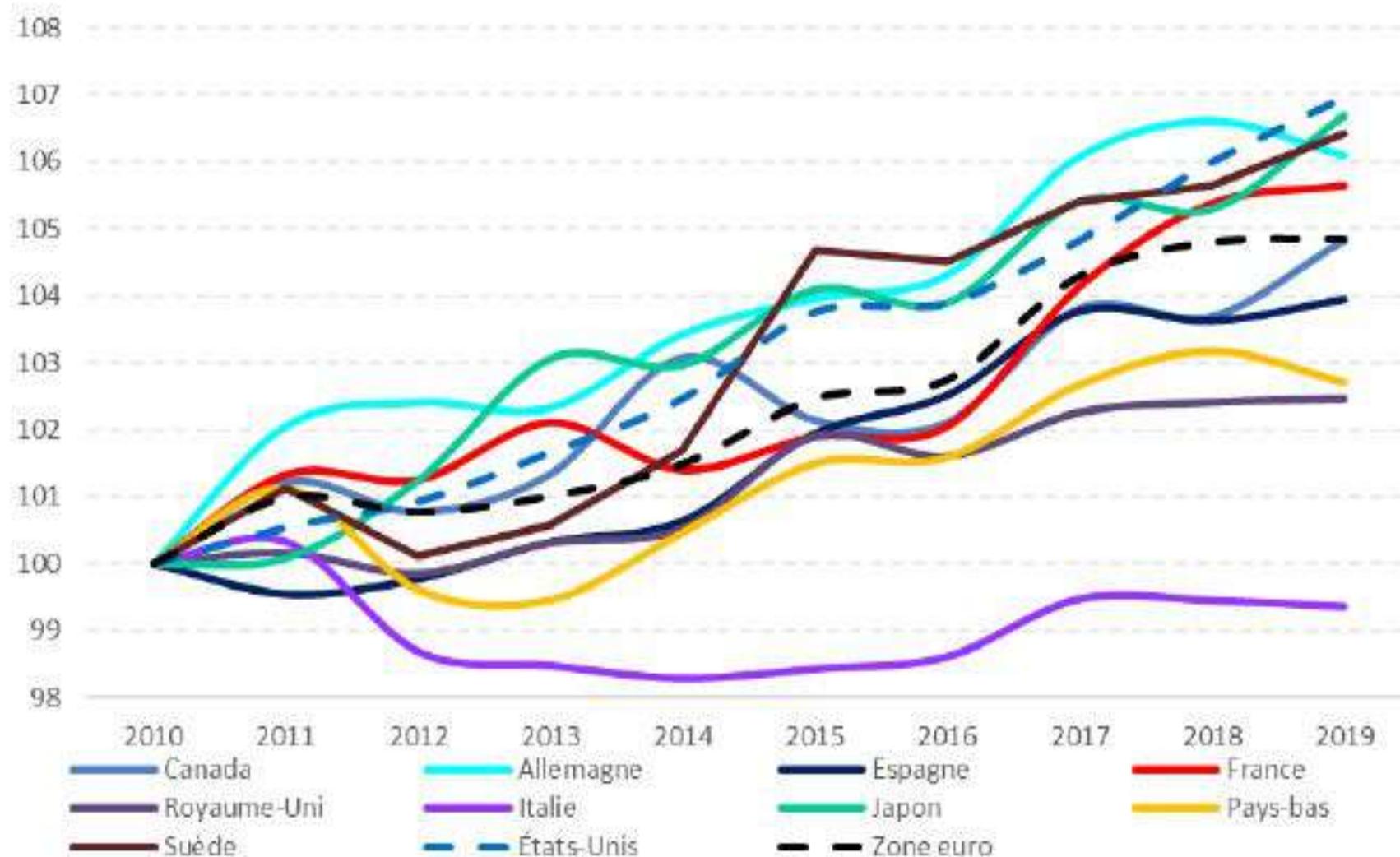
Source : OCDE

1. Valeur ajoutée moyenne par heure travaillée, en milliers de USD, prix constants, 2015 PPA



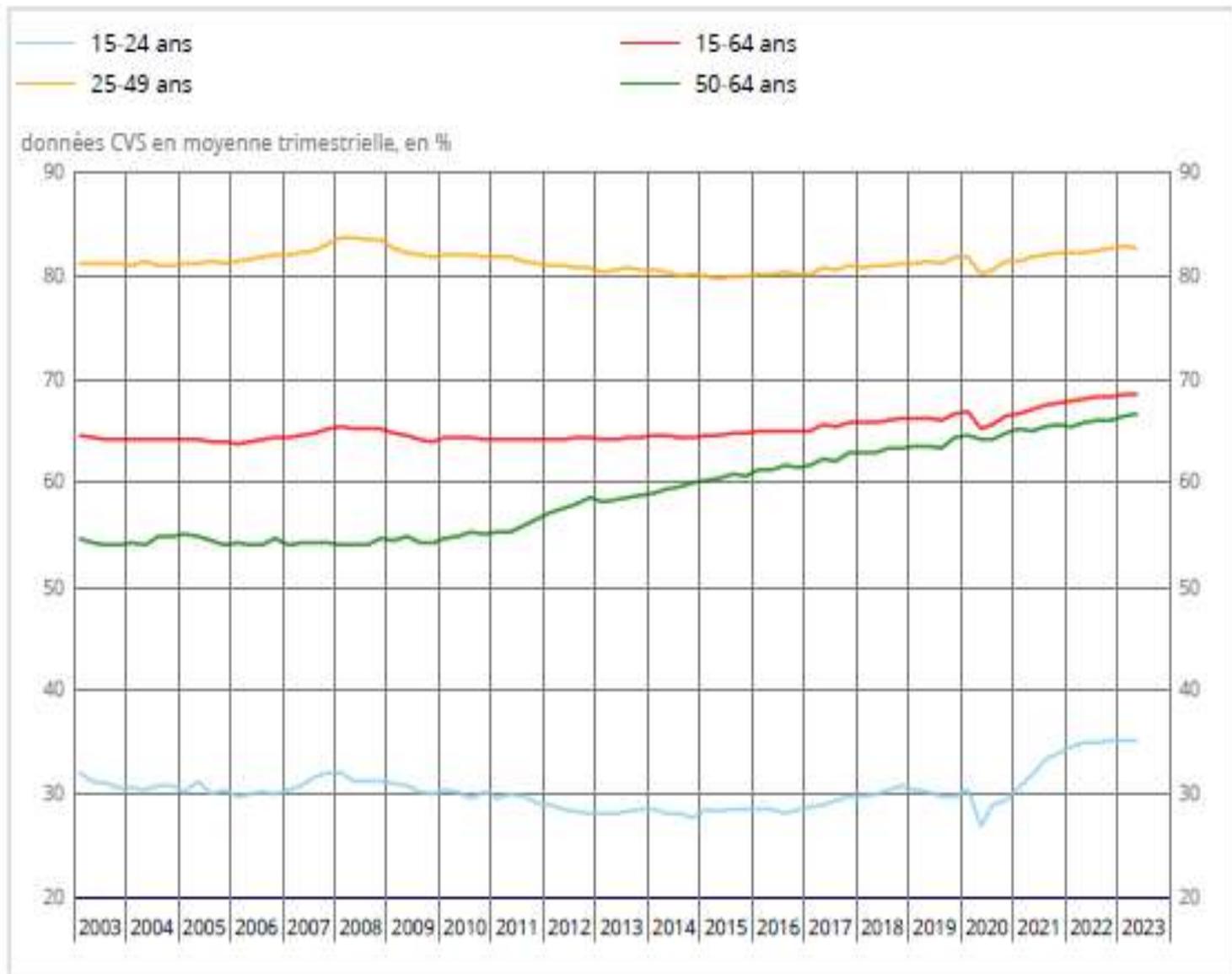
Source : OCDE

15. Productivité totale des facteurs, base 100 en 1996



Source : Bergeaud A., Cetto G. et Lecat R. (2016), « *Productivity trends in advanced countries between 1890 and 2012* », *Review of Income and Wealth*, vol. 62(3), p. 420-444.

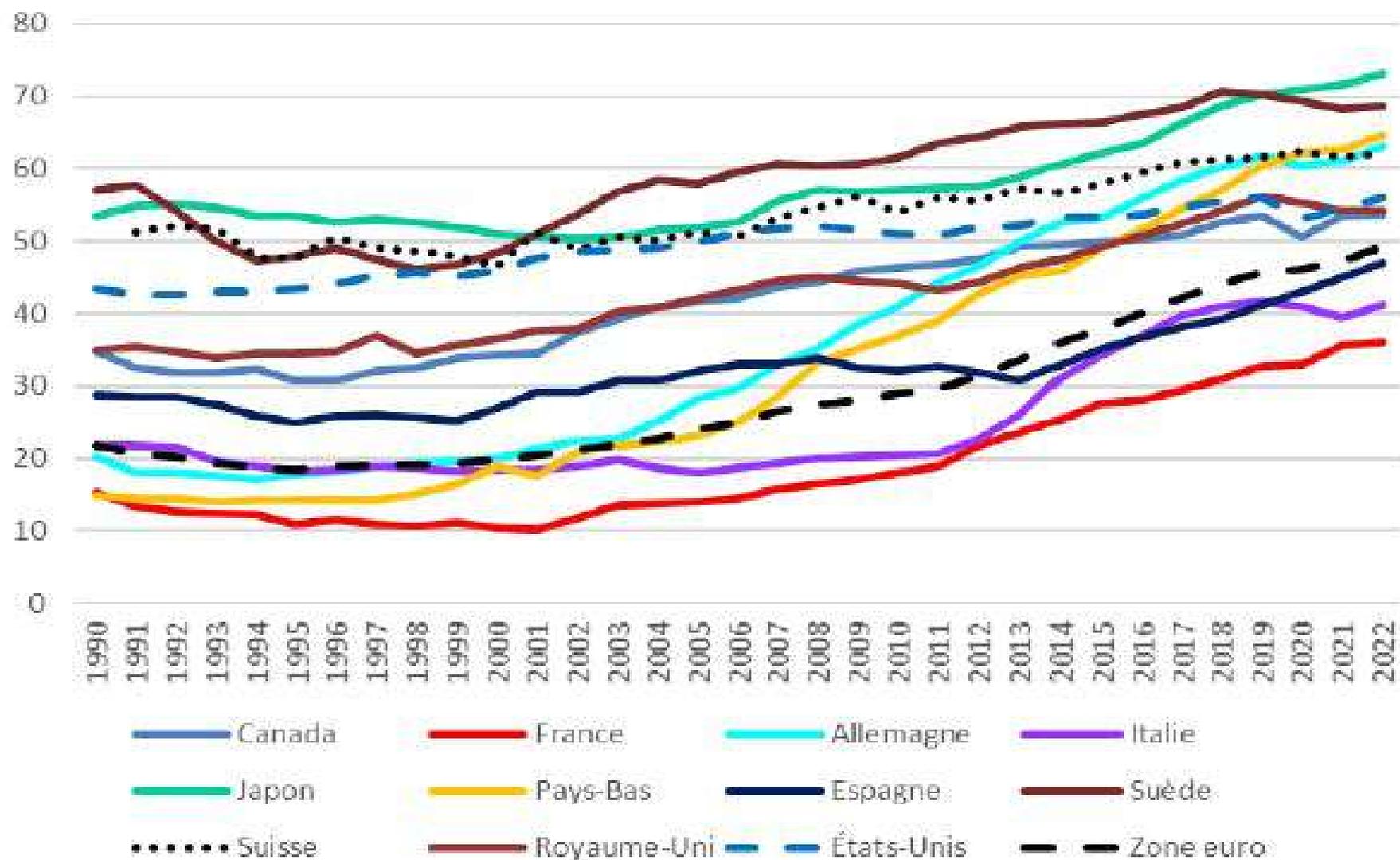
Taux d'emploi par âge



Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire

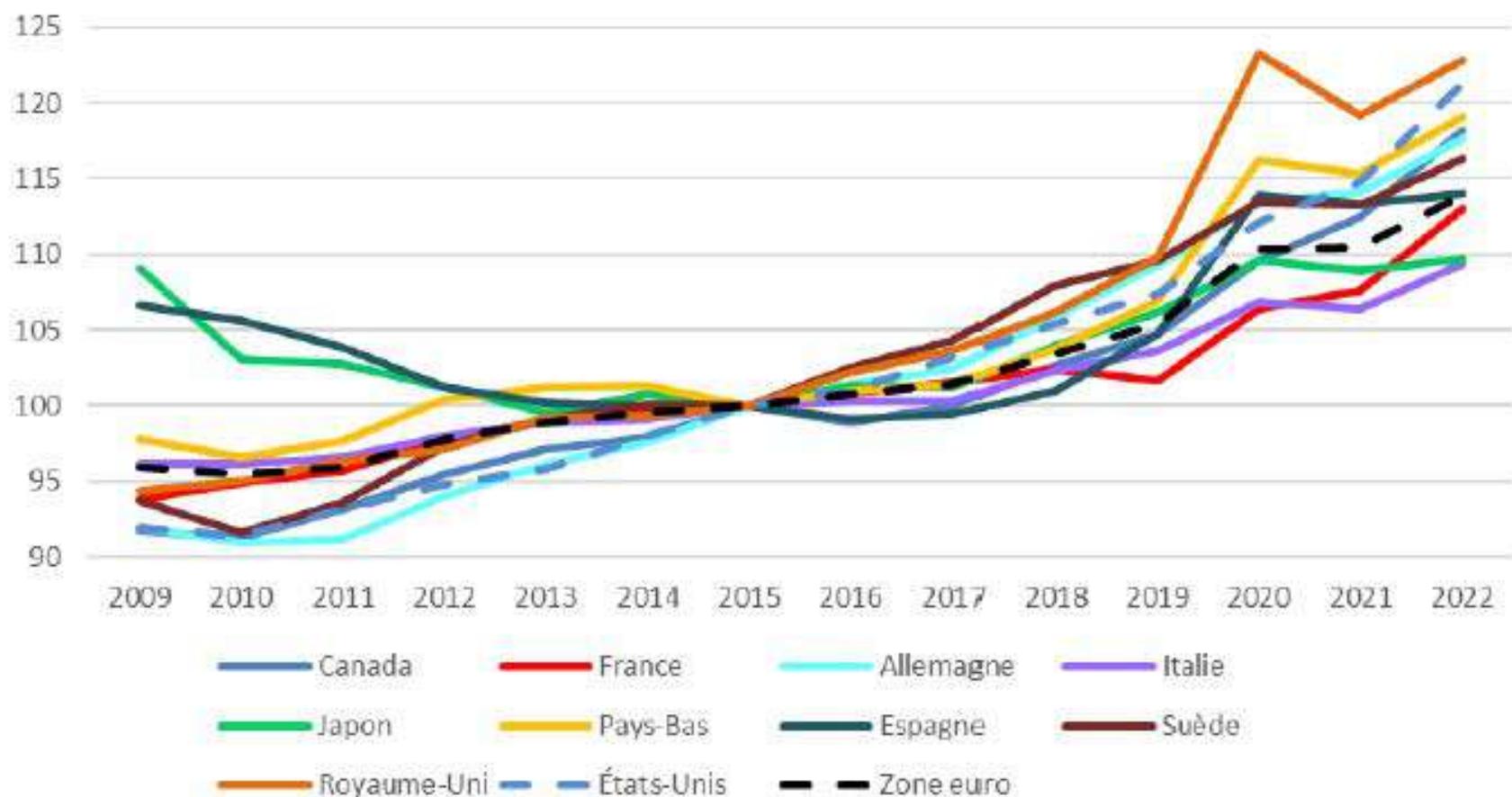
Source : Insee, enquête Emploi

10. Taux d'emploi des seniors (60-64), en %



Source : OCDE

17. Coûts salariaux unitaires, ensemble de l'économie (2015=100)



Note : l'indice des coûts salariaux unitaires est une mesure globale de la compétitivité. Elle correspond au coût moyen du travail par unité produite.

Source : OCDE

*** La compétitivité extérieure de la France est ruinée ?**

Sur ce point il n'est pas question de nier les difficultés du commerce extérieur français : la balance commerciale est en effet déficitaire (depuis longtemps) : - 85.8 milliards € en 2022.

Ce mauvais résultat est le fruit de deux erreurs stratégiques (qui semblent commencer à être réglées) commises à partir des années 1980 :

- une désindustrialisation accélérée et assumée (le mythe d'une économie de services)**

- une erreur de positionnement : spécialisation dans les produits de gamme moyenne alors que la France, pays à haut niveau de revenus doit se spécialiser comme les pays identiques dans le haut de gamme.**

Mais le constat de la perte de compétitivité de la France doit être replacé dans le contexte général du recul des pays occidentaux sur la scène économique internationale.

Sans oublier que le solde des échanges de biens et services n'est qu'un des indicateurs de la position d'un pays.

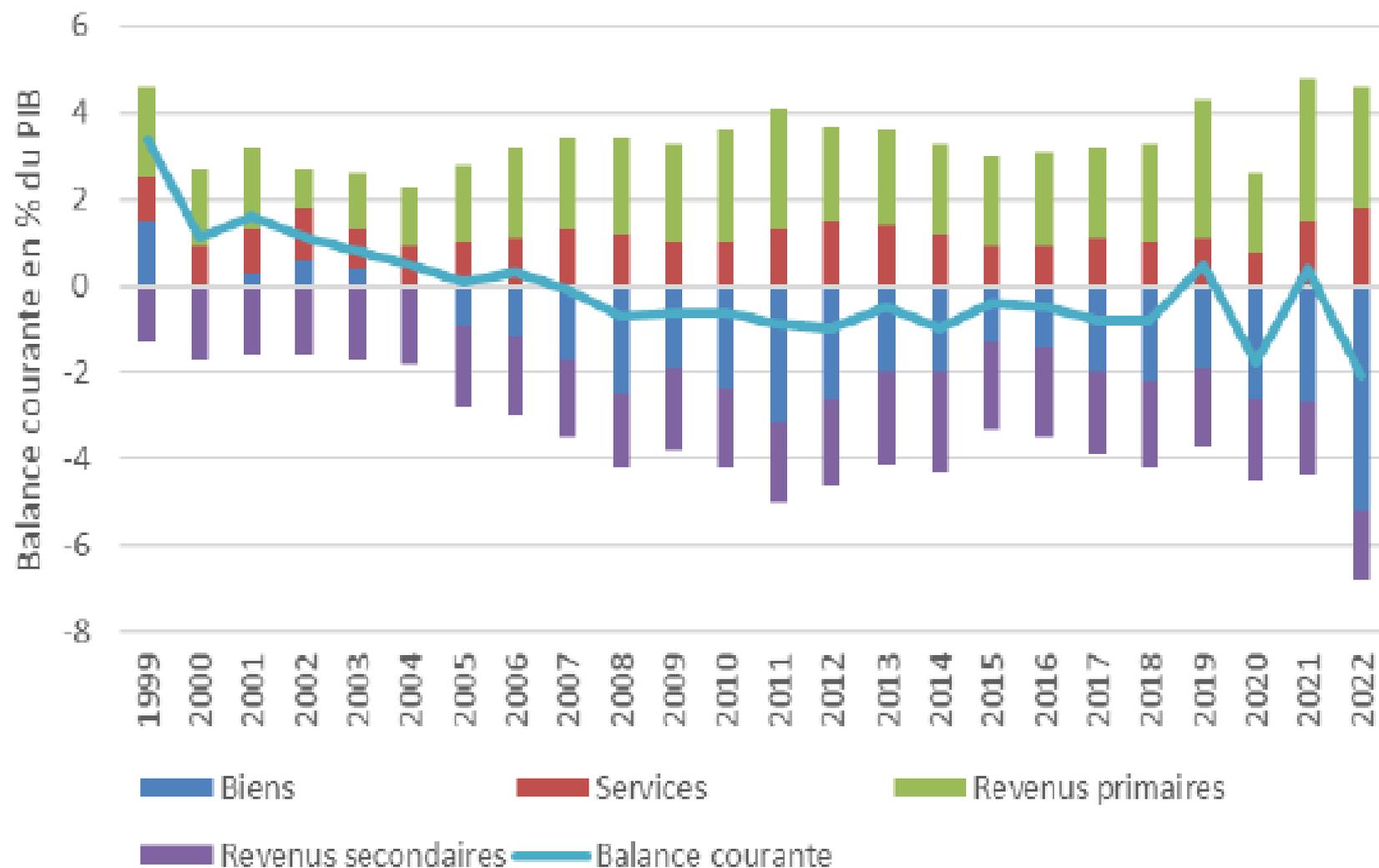
Variation du solde des échanges de biens et services entre 2019 et 2022 (en % du PIB et en points de PIB)

	France	Allemagne	Espagne	Italie	Zone euro
Solde biens et services 2019 (en %)	-1,0	5,7	2,9	3,4	3,4
Solde biens et services 2022 (en %)	-4,1	1,5	2,2	-2,2	1,3
Variation 2022-2019 (en points)	-3,1	-4,2	-0,7	-5,5	-2,1
- dont biens (en points)	-4,1	-3,8	-3,0	-5,1	-3,0
- dont services (en points)	1,0	-0,5	2,2	-0,5	0,9

Source : Eurostat - comptes nationaux

Note : pour 2022, le solde est calculé sur les 3 premiers trimestres.

26. Balance courante de la France, en % du PIB



Source : Eurostat

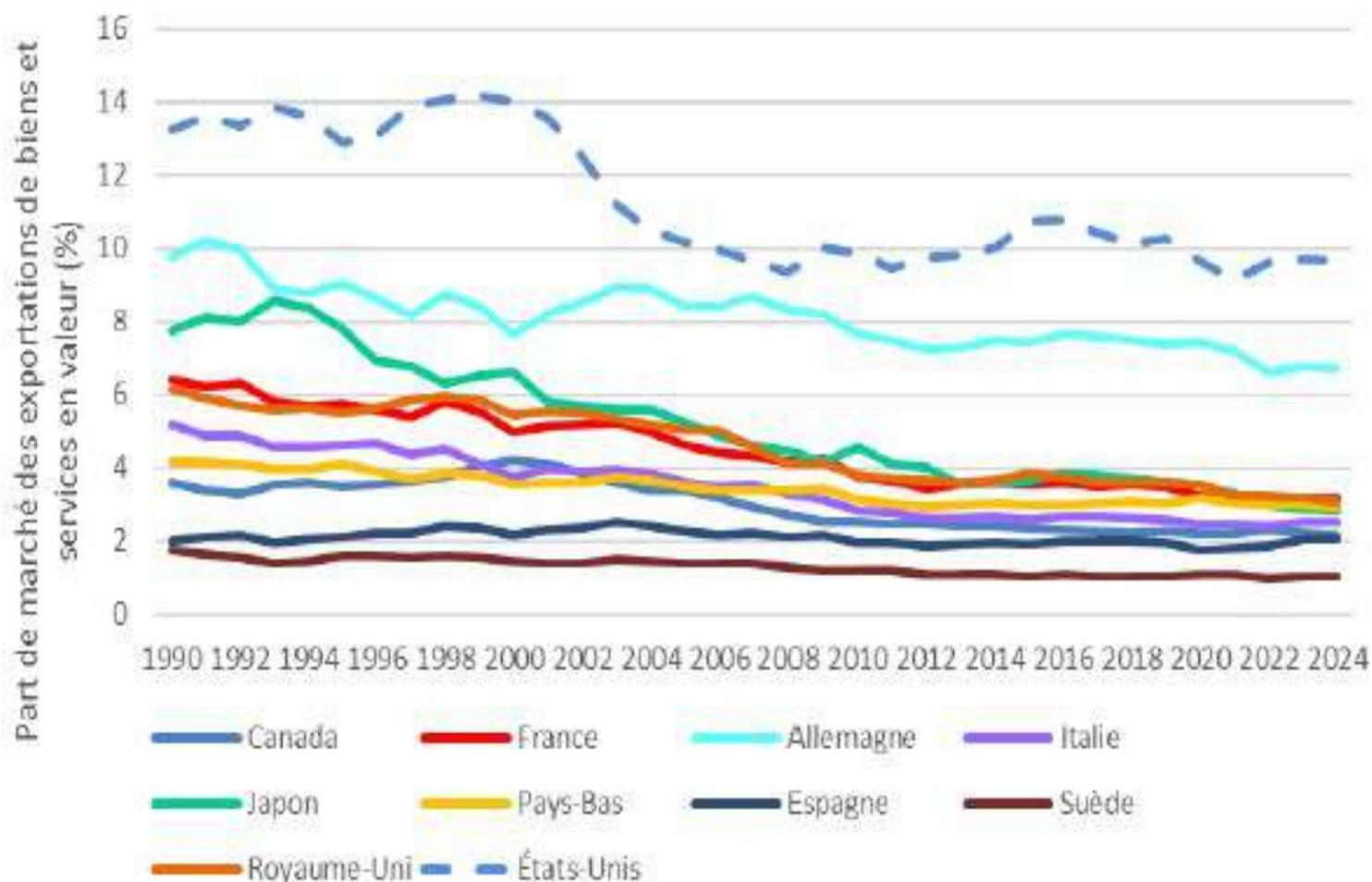
Exportations françaises en % des exportations mondiales en valeur



Sources douanières nationales

© Rexcode

32. Parts de marché des exportations de biens et services en valeur, en % du commerce mondial

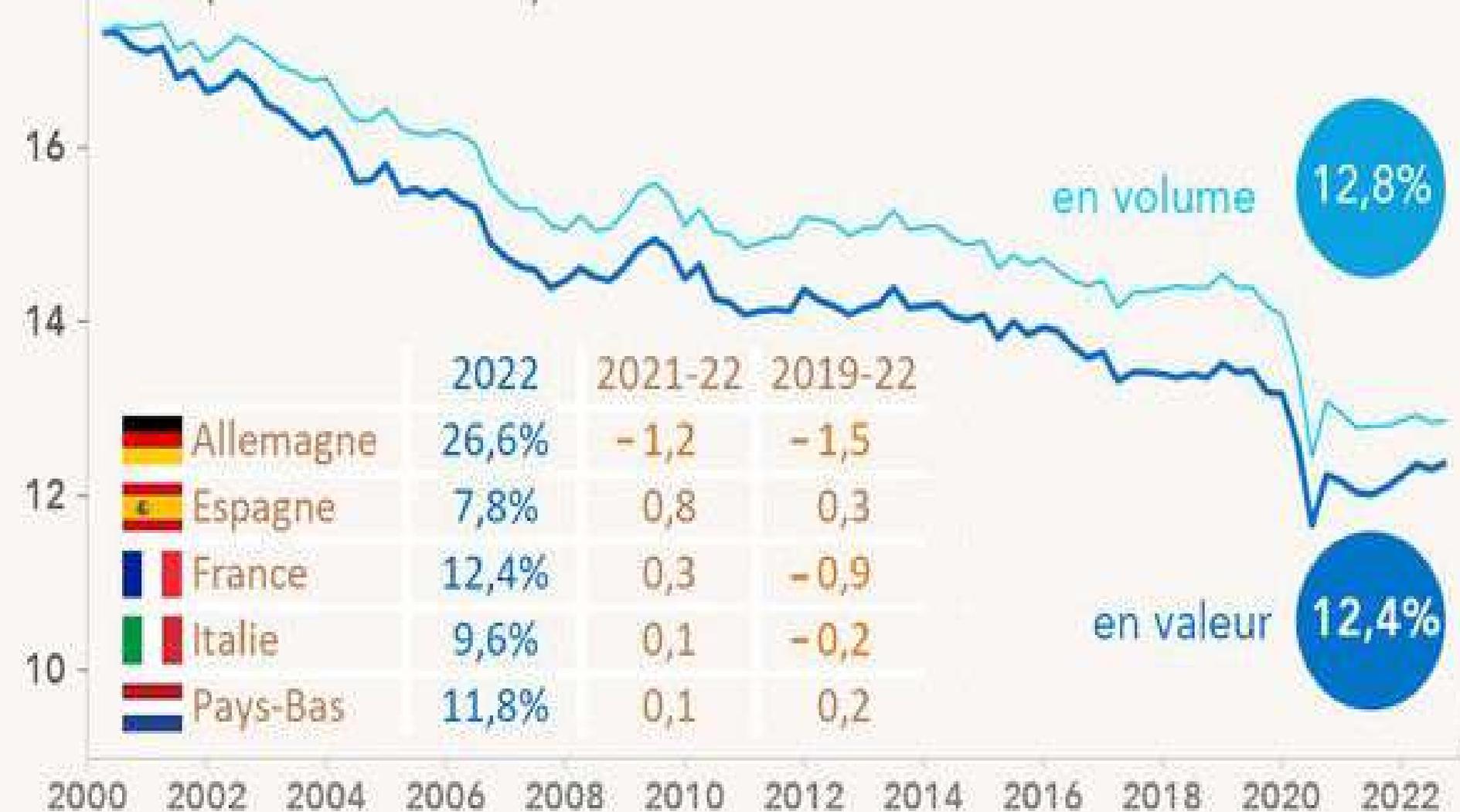


Note : l'indicateur montre l'évolution des parts des exportations de biens et services en valeur par rapport au total des exportations mondiales.

Source : OCDE

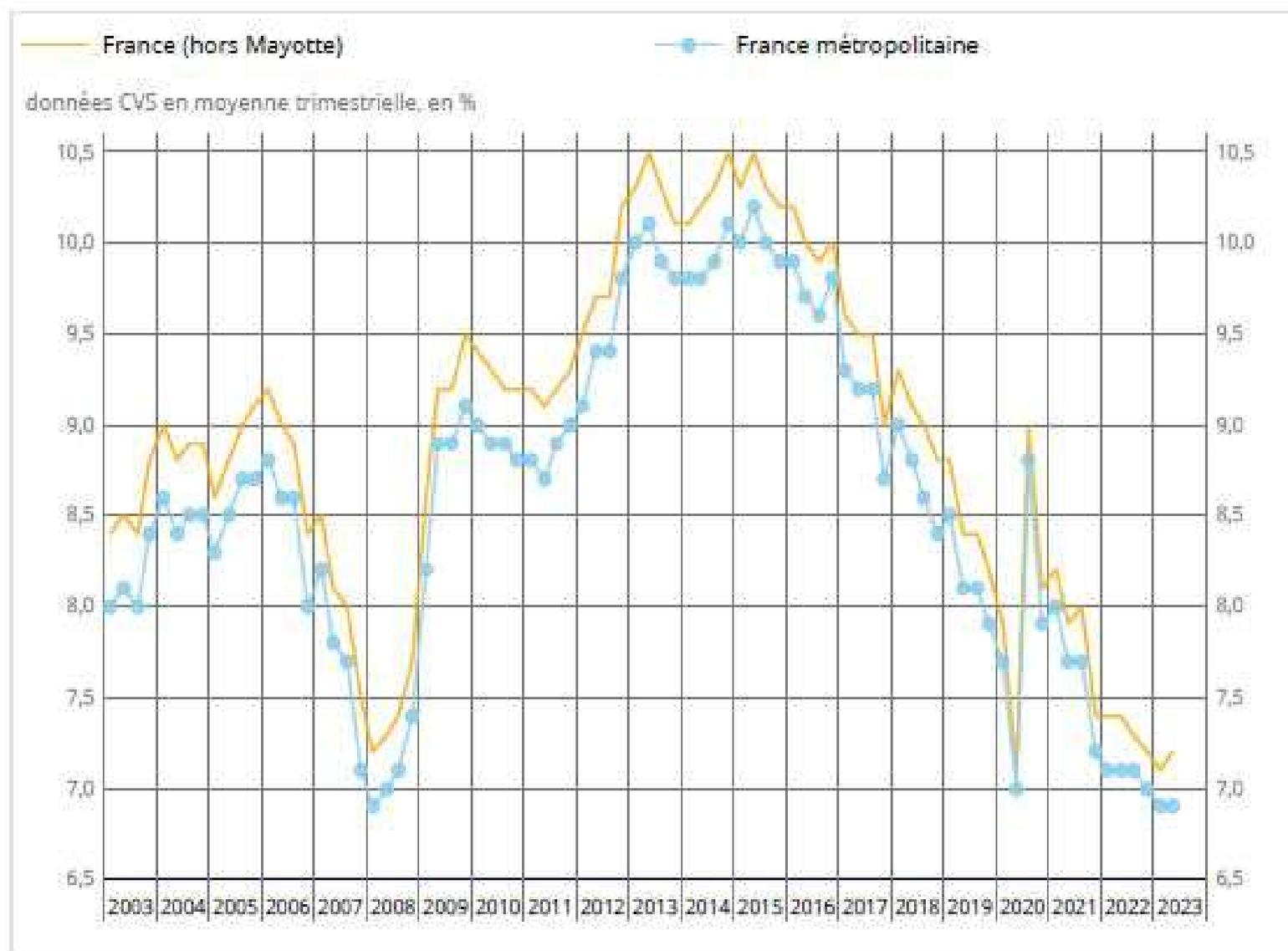
Part de la France dans les exportations de la zone euro

18 - en % (biens et services)



Source : Eurostat

Taux de chômage au sens du BIT



Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire

Source : Insee, enquête Emploi

2 Quand l'étranger plébiscite la France et son attractivité

Le paradoxe actuel est le suivant : alors qu'une grande partie des français sont persuadés de la nullité de leur économie, une grande partie des investisseurs internationaux louent, eux, l'attractivité économique de la France.

Et l'attractivité de la France stimule les investissements étrangers.

En 2022, la France a accueilli 1 725 projets d'investissement international dont 50% sont de nouvelles implantations qui ont permis la création ou le maintien de 58 810 emplois.

Il s'agit d'une croissance record du nombre d'emplois créés : +31 % par rapport à 2021.

En 2022 la France est le premier pays européen destinataire des investissements manufacturiers étrangers devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

La valeur totale des actifs productifs détenus par des entreprises étrangères en France devrait dépasser en 2023 les 900 milliards €.

Pas mal pour un pays nul sur le plan économique.

Evolution du nombre d'investissements étrangers annoncés entre 2010 et 2021 selon le baromètre de l'attractivité EY

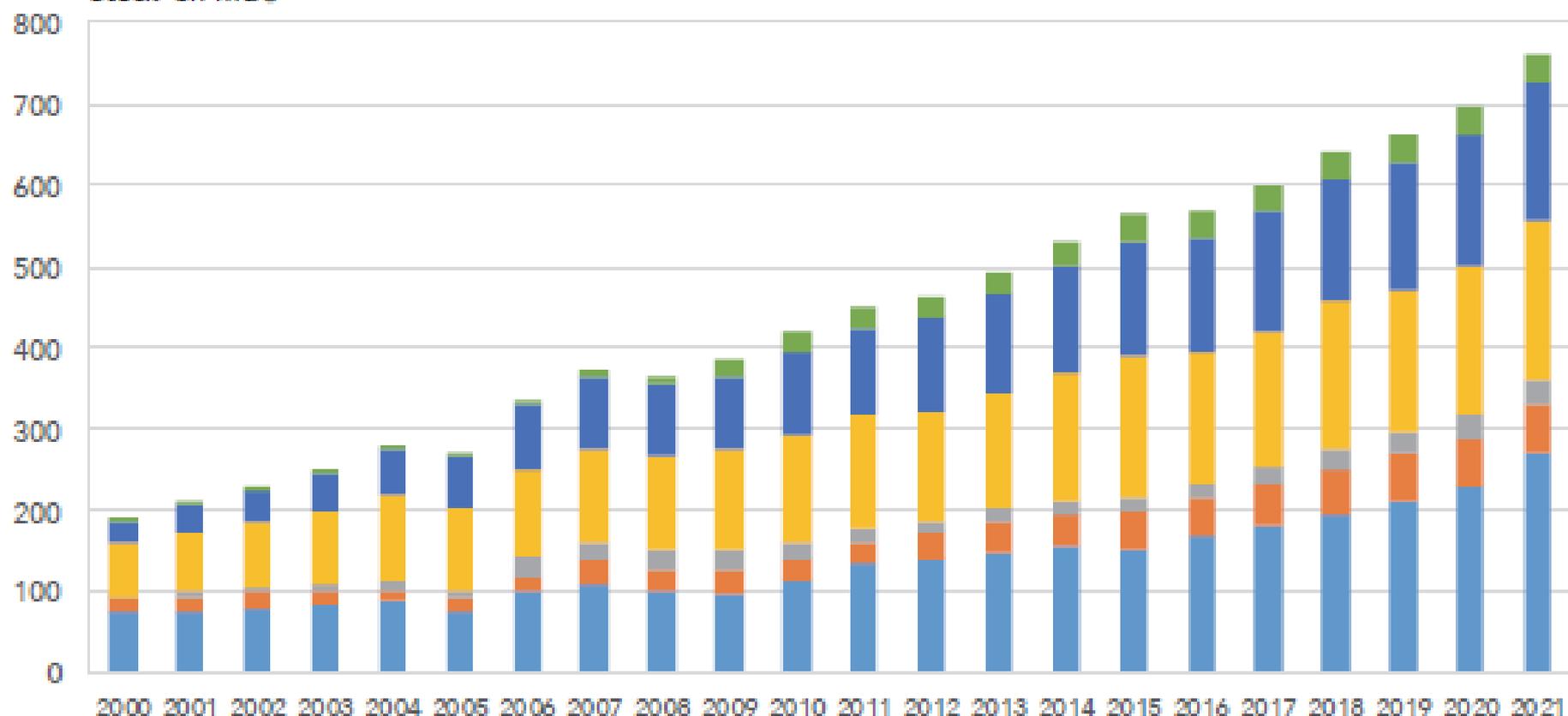


Source : EY European Investment Monitor, 2022

© Rexecode

Stock d'investissements directs étrangers en France

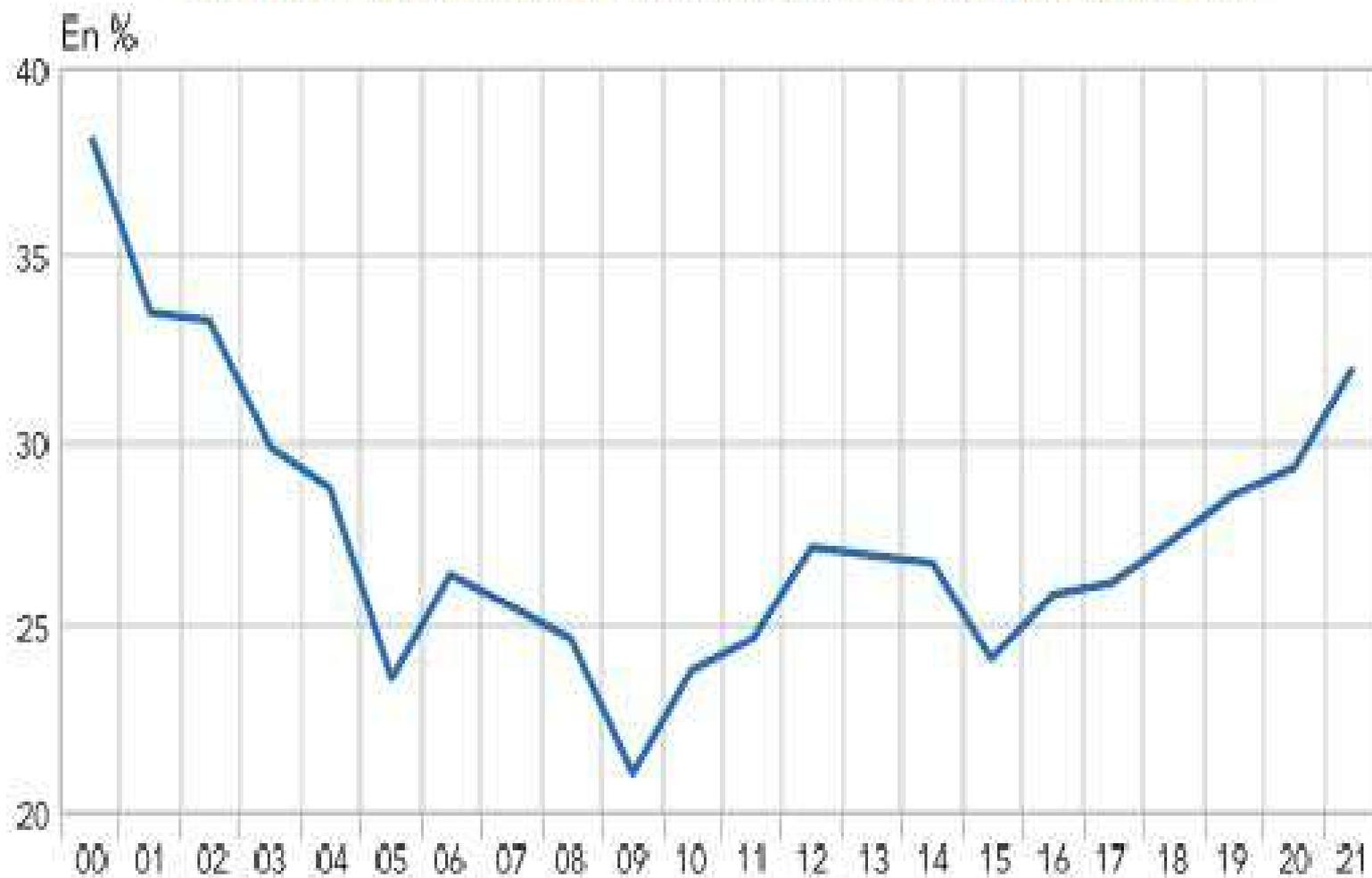
Stock en Md€



- M - activites specialisees, scientifiques et techniques
- L - activites immobilieres
- K - activites financieres et d'assurance
- J - information et communication
- G - commerce; réparation d'automobiles et de motocycles
- C - industrie manufacturiere

Source : Banque de France

Evolution de la part de l'industrie manufacturière dans le stock des investissements directs étrangers en France



Source : Banque de France

© Rexecode

On peut donc se poser une question légitime : l'image que nous nous donnons de notre économie est la suivante : nous sommes peu productifs, nous sommes chers du fait des taxes, impôts et cotisations sociales, nous travaillons peu, nous sommes grévistes, endettés, peu innovants...

Pourquoi alors les entreprises étrangères (à l'image de Toyota à Onaïng par exemple) choisissent-elles de venir en France ?

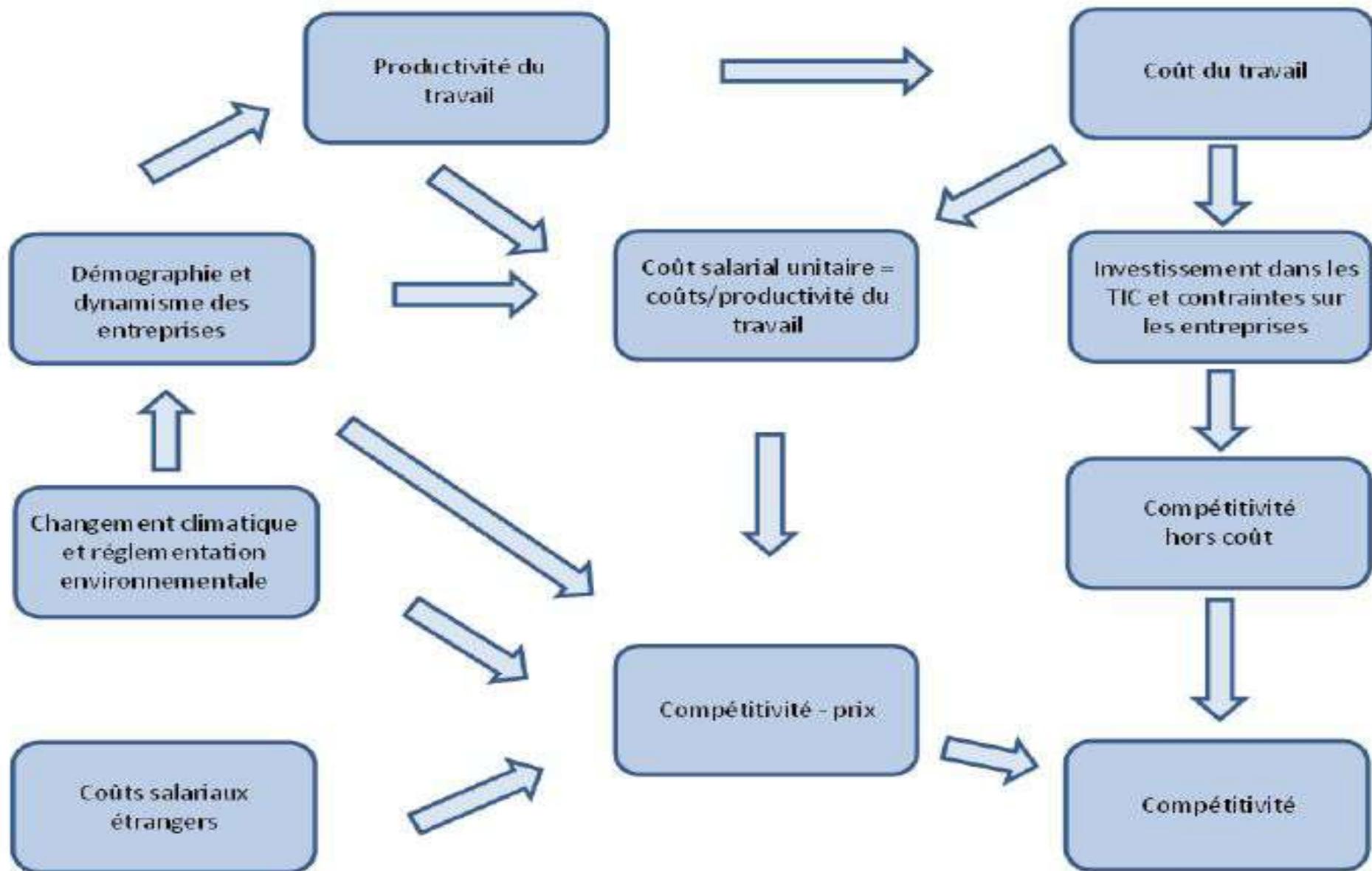
La réponse tient en deux directions complémentaires :

- ce qui compte pour les entreprises c'est la compétitivité globale d'un pays, qui est l'addition de la compétitivité-prix (produire moins cher que les autres) et de la hors-prix.

Cette dernière repose sur toute une série de critères : qualité des infrastructures, qualité de la main d'œuvre, réputation des produits « made in », capacité d'innovation, situation géographique, capacité d'accueil des travailleurs étrangers...

Si la compétitivité-prix de la France n'est pas exceptionnelle, elle se distingue en revanche par une compétitivité hors-prix remarquable.

Canaux de transmission de la productivité et compétitivité



On pourra remarquer en particulier que le fait de disposer d'une énergie électrique indépendante, décarbonée et relativement bon marché (par rapport aux pays concurrents) est un atout essentiel.

- mais il n'y a pas que les entreprises qui plébiscitent la production française. Les consommateurs étrangers également.

Ces consommateurs peuvent être des États friands de la qualité aéronautique française ou de l'armement français (la France est redevenue le second exportateur militaire au monde).

Mais il s'agit également de consommateurs étrangers pour qui le « made in France » est gage de qualité et de distinction, même si le prix est un peu plus élevé.

Sur 4 grands types de produits et sur 10 critères pour chacun de ces types de produits la France arrive 5 fois première (face à 9 autres grands pays industriels).

Elle fait pratiquement jeu égal avec l'Allemagne, et elle devance nettement l'Italie et l'Espagne.

Pour une entreprise étrangère, produire en France et le faire savoir est devenu un argument de vente.

Classement des dix pays fournisseurs par l'acheteur moyen européen pour les quatre secteurs étudiés en 2022

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie	Espagne	Peco	Etats-Unis	Japon	Asie	Chine
Habillement et accessoires										
Qualité	2	1	5	4	7	8	6	3	10	9
Ergonomie-design	2	7	5	1	9	6	4	3	10	8
Contenu en innovation technologique	7	4	2	3	9	6	5	1	10	8
Notoriété	1	2	3	6	7	8	4	5	9	10
Délais de livraison	2	1	4	8	7	6	5	3	9	10
Ensemble des services associés aux produits	4	1	6	2	5	3	7	8	9	10
Variété des fournisseurs	4	8	10	2	7	6	3	9	5	1
Prix	7	8	6	9	10	2	4	5	1	3
Rapport qualité-prix	3	2	5	8	6	4	7	1	10	9
Hors prix	1	2	6	4	7	8	5	3	10	9
Equippedement du logement										
Qualité	4	2	6	3	9	8	7	1	5	10
Ergonomie-design	6	3	10	2	7	5	4	1	9	8
Contenu en innovation technologique	8	2	4	5	10	9	3	1	7	6
Notoriété	6	4	5	3	9	7	2	1	8	10
Délais de livraison	3	2	5	6	1	4	8	7	10	9
Ensemble des services associés aux produits	2	3	6	4	7	5	8	1	10	9
Variété des fournisseurs	7	1	8	5	10	9	6	3	4	2
Prix	8	4	9	7	6	5	10	2	3	1
Rapport qualité-prix	6	2	8	10	5	4	9	1	7	3
Hors prix	4	2	6	3	8	7	5	1	9	10
Produits pharmaceutiques et hygiène beauté										
Qualité	3	2	7	6	9	8	1	4	5	10
Ergonomie-design	1	6	7	3	10	5	2	4	8	9
Contenu en innovation technologique	3	4	7	5	10	9	2	1	6	8
Notoriété	3	1	5	4	10	7	2	8	6	9
Délais de livraison	4	1	7	8	5	2	6	3	9	10
Ensemble des services associés aux produits	8	6	10	7	4	3	2	1	5	9
Variété des fournisseurs	6	1	10	7	9	3	5	4	8	2
Prix	8	9	7	10	6	5	4	2	3	1
Rapport qualité-prix	3	8	10	9	7	4	6	2	1	5
Hors prix	4	3	8	6	9	5	1	2	7	10
Produits agro alimentaires										
Qualité	1	2	6	4	8	3	7	5	9	10
Ergonomie-design	2	7	6	3	9	4	1	10	5	8
Contenu en innovation technologique	3	4	10	6	8	2	1	9	5	7
Notoriété	2	7	5	1	8	6	3	4	10	9
Délais de livraison	2	1	4	6	7	5	3	8	10	9
Ensemble des services associés aux produits	4	1	8	5	7	2	3	6	10	9
Variété des fournisseurs	5	6	4	1	9	3	2	8	10	7
Prix	4	1	10	6	8	2	7	5	9	3
Rapport qualité-prix	5	1	10	7	6	3	2	4	8	9
Hors prix	2	1	6	5	8	4	3	7	9	10
Biens de consommation (ensemble)										
Qualité	2	1	6	4	8	7	5	3	9	10
Ergonomie-design	3	5	7	1	10	6	2	4	8	9
Contenu en innovation technologique	4	3	6	5	10	7	2	1	9	8
Notoriété	1	3	6	4	8	7	2	5	9	10
Délais de livraison	2	1	5	8	4	3	7	6	9	10
Ensemble des services associés aux produits	5	2	8	6	7	3	4	1	9	10
Variété des fournisseurs	6	2	10	3	9	5	4	7	8	1
Prix	8	5	10	9	7	4	6	3	2	1
Rapport qualité-prix	5	1	9	10	6	3	4	2	8	7
Hors prix	3	1	7	5	8	6	4	2	9	10

Source : Enquête « Compétitivité », Rexecode

Note de lecture : pour chaque catégorie de produit importé le tableau indique par critère (en ligne) le rang un pays de provenance (en colonne). Par exemple, pour les produits de textile-habillement, la France est classée 2^{ème} pour la qualité et 1^{ère} pour la moyenne des critères hors prix.

Comparaison des résultats de l'Allemagne à ceux de la France en 2022

Allemagne	Habillement et accessoires	Equipement du logement	Produits agro-alimentaires	Produits pharmaceutiques et hygiène beauté
Qualité	1	2	2	2
Ergonomie-Design	7	3	7	6
Contenu en innovation technologique	4	2	4	4
Notoriété	2	4	7	1
Délais de livraison	1	2	1	1
Ensemble des services associés	1	3	1	6
Variété des fournisseurs	8	1	6	1
Prix	8	4	1	9
Rapport qualité-prix	2	2	1	8
Hors prix	2	2	1	3

Source : Enquête « Compétitivité », Rexecode

Note de lecture : le tableau indique les rangs obtenus en 2022 par l'Allemagne pour chaque catégorie de produits et par critère. Les cases sont colorées en fonction la situation relative de la France : vert lorsque la France est mieux classée, orange lorsqu'elle est moins bien classée.

Comparaison des résultats de l'Italie à ceux de la France en 2022

Comparaison des résultats de l'Italie à ceux de la France en 2022

Italie	Habillement et accessoires	Equipement du logement	Produits agro-alimentaires	Produits pharmaceutiques et hygiène beauté
Qualité	4	3	4	6
Ergonomie-Design	1	2	3	3
Contenue en innovation technologique	3	5	6	5
Notoriété	6	3	1	4
Délais de livraison	8	6	6	8
Ensemble des services associés	2	4	5	7
Variété des fournisseurs	2	5	1	7
Prix	9	7	6	10
Rapport qualité-prix	8	10	7	9
Hors prix	4	3	5	6

Source : Enquête «Compétitivité», Rexecode

Note de lecture : le tableau indique les rangs obtenus en 2022 par l'Italie pour chaque catégorie de produits et par critère. Les cases sont colorées en fonction la situation relative de la France : vert lorsque la France est mieux classée, orange lorsqu'elle est moins bien classée.

Comparaison des résultats de l'Espagne à ceux de la France en 2022

Espagne	Habillement et accessoires	Equipement du logement	Produits agro-alimentaires	Produits pharmaceutiques et hygiène beauté
Qualité	7	9	8	9
Ergonomie-Design	9	7	9	10
Contenue en innovation technologique	9	10	8	10
Notoriété	7	9	8	10
Délais de livraison	7	1	7	5
Ensemble des services associés	5	7	7	4
Variété des fournisseurs	7	10	9	9
Prix	10	6	8	6
Rapport qualité-prix	6	5	6	7
Hors prix	7	8	8	9

Source : Enquête « Compétitivité », Rexecode

Note de lecture : le tableau indique les rangs obtenus en 2022 par l'Espagne pour chaque catégorie de produits et par critère. Les cases sont colorées en fonction la situation relative de la France : vert lorsque la France est mieux classée, orange lorsqu'elle est moins bien classée.

3 Les points restant à améliorer

L'économie française est donc globalement en meilleure santé que ce qui est souvent décrit.

Elle affiche néanmoins quelques points de fragilité qui sont autant de progrès à réaliser.

Nous pouvons en identifier trois, au moins :

*** Le rétablissement des finances publiques**

La France présente un taux d'endettement public trop élevé (112% du PIB, 3047 milliards €) alors même que son taux de prélèvements obligatoires (impôts + taxes + cotisations sociales) atteint 47% de la richesse nationale.

Réduire nettement cet endettement sans augmenter les prélèvements obligatoires (mais on peut les répartir de façon différente) suppose une réforme très profonde des dépenses publiques et de leur utilité.

Rappelons que la dépense publique en France représente 54% du PIB, record du monde occidental, alors même que les services publics sont loin d'être satisfaisants.

*** Augmenter nettement le taux d'emploi**

Il y a en France encore trop peu de personnes qui travaillent : 68,1% de la population âgée de 15-64 ans. La moyenne dans l'Union européenne est de 70% (et de 77,2% en Allemagne).

Avec le développement récent de l'apprentissage et le recul progressif de l'âge au départ à la retraite le taux français augmente.

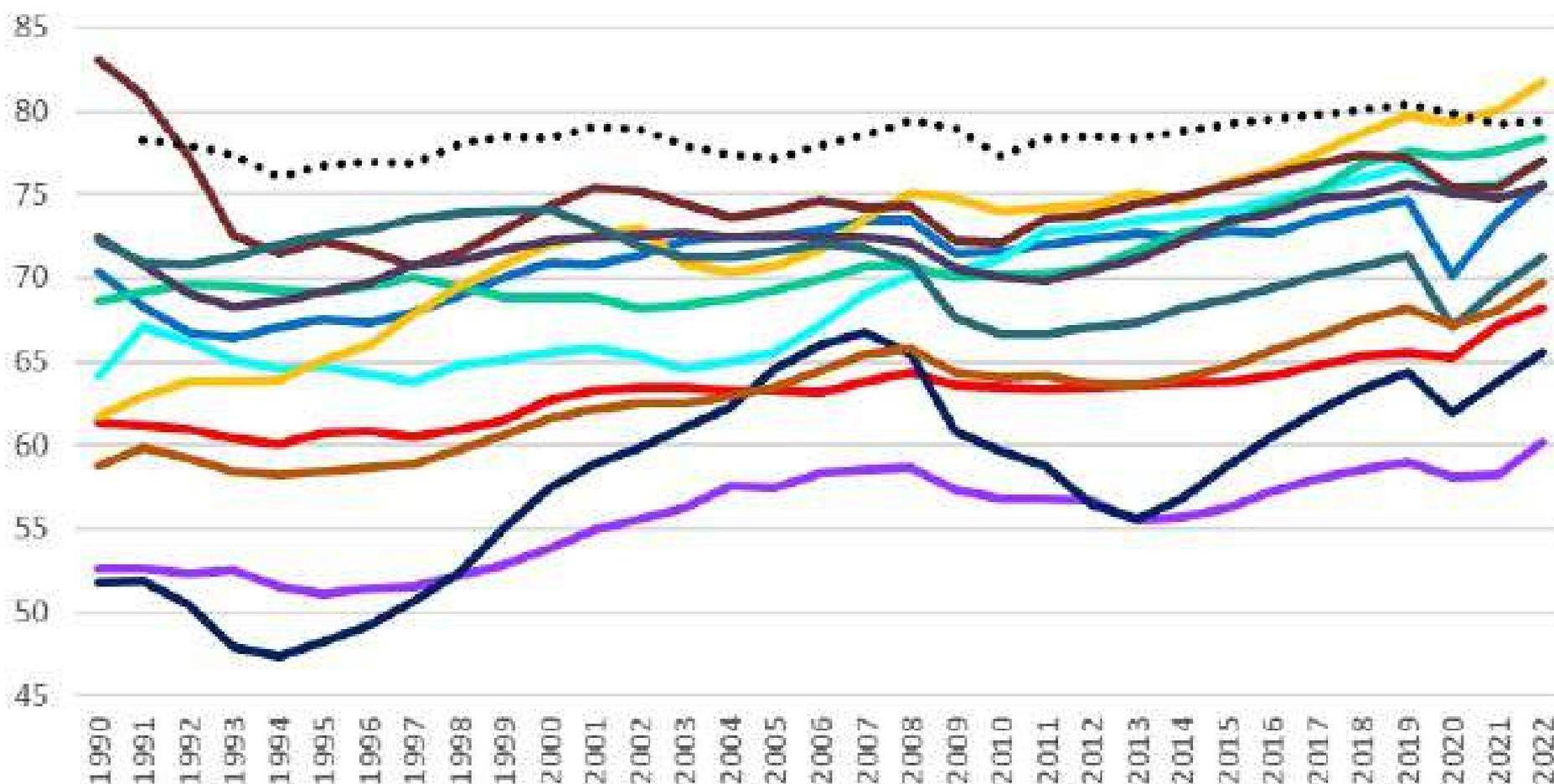
L'effort doit être ici poursuivi car c'est le seul moyen de parvenir à financer les dépenses publiques et à maintenir un haut niveau de protection sociale. Enjeu d'autant plus important que le temps de travail en France est inférieur à la moyenne européenne (sans parler des États-Unis).

Cet effort passe par deux nécessités :

- redéfinir le sens du mot travail, son intérêt, son organisation générale, l'ambiance au travail...Bref, redonner aux français l'envie d'aller au travail (surtout pour les plus âgés).**

- rediscuter de l'ensemble des aides sociales qui ont parfois la conséquence de désinciter au travail quand il est plus rentable de ne pas travailler que de travailler.**

9. Taux d'emploi, personnes de 15-64 ans, en %



- Canada
- France
- Allemagne
- Italie
- Japon
- Pays-Bas
- Espagne
- Suède
- Suisse
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Zone euro

*** Poursuivre la réindustrialisation et l'innovation.**

A l'occasion de la crise du COVID nous nous sommes aperçus de la fragilité de nos lignes d'approvisionnement et des limites d'une économie axée sur les services.

Depuis 2021 l'emploi industriel réaugmente, mais l'effort doit être nettement amplifié. Cela suppose :

- de continuer à essayer d'attirer les entreprises étrangères sur notre territoire en poursuivant une politique d'attractivité.**

- de persuader les entreprises françaises de cesser de délocaliser. Les aides publiques sont alors une arme stratégique essentielle (comme aux États-Unis avec l'Inflation reduction act, et comme dans le cas des voitures électriques à 100 € par mois).**

- de développer encore plus l'enseignement technique et professionnel, la recherche, d'encourager à l'innovation publique et privée, de pratiquer une politique de haut de gamme permettant également des salaires confortables.**

En d'autres termes, la France a besoin d'une véritable politique industrielle de long terme, ce qui lui a manqué le plus depuis les années 1980.